

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1928.

---

Projet de loi apportant des modifications aux articles 13, 36 et 67  
des lois coordonnées sur les pensions militaires.

---

## EXPOSÉ DES MOTIFS.

---

MESSIEURS,

Le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations, a pour objet essentiel d'apporter aux dispositions des lois coordonnées sur les pensions militaires, réglant le droit des veuves à une pension, certaines modifications reconnues nécessaires pour que les textes actuellement en vigueur ne puissent prêter à confusion et qu'une solution équitable puisse être donnée aux diverses situations susceptibles de se présenter.

Afin d'atteindre ce but et de rendre le texte de l'article 13 à la fois précis et complet, il a fallu le remanier entièrement.

. \* .

Le premier alinéa de l'article 13 actuel énonce le principe fondamental du droit, en matière de pension de veuve, lequel a toujours été subordonné à la condition que le mariage soit antérieur à l'origine de la blessure, de l'accident ou de la maladie ayant causé la mort de l'époux. La loi du 23 novembre 1919 exigeait, en outre, que la blessure ou l'infirmité ait été causée ou aggravée durant le service et par le fait du service. Par analogie avec ce qui est prévu à l'article 12, pour la pension dite d'invalidité, la loi du 31 juillet 1923 a accordé, à la veuve, le droit à une pension réduite, lorsque la blessure, la maladie ou l'infirmité a été *causée* durant le service, *mais non par le fait du service* et pour des motifs indépendants de la volonté du militaire intéressé. Le législateur, cependant, semble avoir perdu de vue, à ce moment, que l'article 12 susdit avait étendu le bénéfice de la pension réduite aux militaires ayant participé à la campagne 1914-1918, lorsque les blessures, infirmités ou maladies préexistantes s'étaient *aggravées* durant le service, mais non par le fait du service, accompli entre le 1<sup>er</sup> août 1914 et le 30 septembre 1919. Il paraît légitime, qu'en pareil cas, le bénéfice d'une pension réduite soit également accordé à la veuve. C'est ce que prévoit le texte nouveau proposé pour le § I de l'article 13.

Pour le surplus, il est entendu que le dernier alinéa du dit § I n'enlève nulle-

ment à la veuve le droit d'invoquer, le cas échéant, le bénéfice de la présomption d'origine, de la même manière et dans les mêmes conditions que le défunt eût pu l'invoquer lui-même.

\* \*

Le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 13 actuel détermine les conditions dans lesquelles il est dérogé, exceptionnellement, au principe fondamental imposant l'antériorité du mariage, lorsque la veuve a épousé un *invalidé de guerre* en jouissance d'une pension d'invalidité ou en possession de droits à pareille pension.

L'expression « en possession de droits » prête à interprétation et a donné lieu à controverse. On chercherait en vain, dans les documents parlementaires se rapportant aux lois du 23 novembre 1919 et du 31 juillet 1923, le sens exact que le législateur a entendu lui donner.

Aussi la Cour des Comptes a-t-elle exprimé le désir que les situations auxquelles cette expression peut se rapporter, soient clairement définies par la loi. C'est l'objet que se propose le § II de l'article 13 nouveau. Il érige en principe que, pour qu'il y ait possession de droits, il faut que le militaire ou l'ancien militaire défunt ait introduit une demande de pension d'invalidité dans les délais impartis et ait pu obtenir en conséquence une pension d'*invalidé de guerre*. Cependant s'il est décédé sans avoir fait valoir ses droits, le projet supplée à sa négligence ou à son ignorance, par une fiction ; il suppose qu'il a introduit une demande le jour de son décès.

Si l'on tient compte des dispositions qui régissent le droit à la pension d'invalidité, particulièrement pour les demandes introduites à la faveur des prolongations de délai accordées, soit par l'arrêté royal du 13 mai 1925, soit par la loi du 25 juillet 1927, le principe énoncé plus haut, s'avère comme étant le seul qui permette d'appliquer un régime uniforme à toutes les veuves intéressées, et qui n'expose pas à créer entre elles des inégalités de traitement que rien ne pourrait justifier.

D'autre part, en insérant au 2<sup>e</sup> du second alinéa de l'article 13 actuel, la disposition organique accordant aux veuves d'invalides de guerre à 60 % au moins, une pension égale au tiers du principal de la pension du mari, lorsque ce dernier n'est pas décédé des suites de son invalidité, le législateur semble avoir écarté du bénéfice de cette disposition particulière, les veuves dont le mariage est antérieur à la blessure ou à la maladie causale de l'invalidité (1<sup>er</sup> alinéa de l'art. 13), ce qui serait, de toute évidence, inconcevable. Afin qu'aucun doute ne puisse exister à ce sujet, la disposition dont il s'agit a été reprise et complétée pour former le § III de l'article 13 nouveau.

Quant au § IV de ce dernier, il reproduit purement et simplement le dernier alinéa de l'article 13 actuel.

\* \*

La nouvelle rédaction proposée pour la dernière phrase de l'article 36, est la conséquence de la disposition complémentaire prévue au § I de l'article 13 et justifiée ci-avant.

\* \*

Le 2<sup>e</sup> alinéa du 3<sup>e</sup> de l'article 67 des lois coordonnées, a trait à la composition de la juridiction d'appel pour les causes concernant des militaires et assimilés ayant participé à la campagne ou leurs ayants-droit. On peut affirmer en se basant

sur l'expérience acquise, qu'indépendamment du magistrat président, la présence, en qualité de membres, d'un médecin militaire et de deux invalides de guerre, l'un officier, l'autre militaire de rang subalterne, suffit pour que cette juridiction supérieure soit judicieusement composée. Il importe bien moins que celle-ci comprenne de nombreux membres, que de permettre à ces derniers et à leurs suppléants — surtout dans les circonstances actuelles — de se consacrer très activement, voire exclusivement, à leurs importantes fonctions.

La modification proposée permettra d'atteindre aisément ce but.

. . .

Tels sont les motifs que justifient le présent projet de loi. Il est désirable que le Parlement lui réserve un prompt examen, attendu qu'il vise, en ordre principal, à fixer clairement les droits de certaines veuves d'invalides ou d'anciens combattants dont la situation ne peut actuellement être définitivement réglée, en raison des lacunes ou de l'ambiguïté des textes en vigueur.

*Le Ministre de la Défense Nationale,*

BROQUEVILLE.

(4)

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 7 FEBRUARI 1928.

---

Wetsontwerp ter wijziging van artikelen 13, 36 en 67 der samengeordende wetten op de militaire pensioenen.

---

## MEMORIE VAN TOELICHTING.

---

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat ik de eer heb aan uwe beraadslagingen voor te leggen, heeft hoofdzakelijk ten doel aan de beschikkingen der samengeordende wetten op de militaire pensioenen, ter regeling van het recht der weduwen op een pensioen, sommige noodzakelijk bevonden wijzigingen aan te brengen, om de thans geldende teksten voor alle verwarring te vrijwaren en de verschillende toestanden, die zich kunnen voordoen, op billijke wijze te kunnen oplossen.

Om dit doel te bereiken en den tekst van artikel 13 duidelijk te maken en tevens volledig aan te vullen, moest hij algeheel omgewerkt worden.

\* \* \*

Bij 't eerste lid van het tegenwoordig artikel 13 wordt verklaard het grondbeginsel van het recht inzake weduwnpensioen, dat steeds ondergeschikt was aan de voorwaarde dat het huwelijk reeds bestond vóór den oorsprong van de kwetsuur, van het ongeval of van de ziekte, waaraan de echtgenoot is overleden. Bovendien eischte de wet van 23 November 1919 dat de kwetsuur of het lichaamsgebrek onder den dienst of door den dienst zelf moet veroorzaakt of verergerd zijn. Bij analogie met wat onder artikel 12, voor het « invaliditeitspensioen », is voorzien, heeft de wet van 31 Juli 1923 aan de weduwe het recht op een verminderd pensioen verleend, wanneer de kwetsuur, de ziekte of het lichaamsgebrek werd *veroorzaakt* onder den dienst, *doch niet door den dienst zelf* en niet te wijten is aan van den wil van den belanghebbenden militair afhangende oorzaken. De wetgever schijnt, echter, op dat oogenblik, uit het oog te hebben verloren dat bovenvermeld artikel 12 het voordeel van het verminderd pensioen had uitgebreid tot de militairen, die den veldtocht 1914-1918 hebben medegemaakt, wanneer van vroeger bestaande kwetsuren, lichaamsgebreken of ziekten *verergerd* waren onder den dienst, *doch niet door den dienst zelf*, vervuld tusschen 1<sup>o</sup> Augustus 1914 en 30 September 1919. Het blijkt rechtmatig, in zulk geval, het voordeel van een verminderd pensioen eveneens aan de weduwe te verleen. Zulks wordt door den voor § 1 van artikel 13 voorgestelden nieuwen tekst voorzien.

Voor 't overige, dient er verstaan dat het laatste lid van die § 1 geenszins de weduwe het recht ontzegt, in gebeurlijk geval, het voordeel van het vermoeden van ontstaan in te roepen, op dezelfde wijze en onder dezelfde voorwaarden als de afgestorvene zelf hadde kunnen doen.

\*  
\*  
\*

Het 2<sup>de</sup> lid van 't tegenwoordig artikel 13 bepaalt de voorwaarden waaronder, uitzonderingshalve, wordt afgeweken van het grondbeginsel waarbij het voortbestaan van het huwelijk wordt vereischt, wanneer de weduwe eenen *oorlogsinvalid*e heeft gehuwd, in 't bezit van een invaliditeits pensioen of van rechten op zulk een pensioen.

De uitdrukking « in 't bezit van rechten » geeft stof tot verwarring en heeft betwisting uitgelokt. In de « Parlementaire handelingen » betreffende de wetten van 23 November 1919 en van 31 Juli 1923, zou men tevergeefs de juiste beteekenis, welke de wetgever daar wilde aan geven, zoeken te vinden. Ook heeft het Rekenhof den wensch te kennen gegeven dat de onder toepassing van die uitdrukking vallende toestanden duidelijk bij de wet zouden bepaald worden. Dat is het doel van § II van het nieuw artikel 13. Zij legt het beginsel vast dat, om in 't bezit van rechten te zijn, de militair of de overleden oud-militair binnen de toegestaan termijnen een aanvraag om invaliditeitspensioen moet ingediend hebben en dus als *oorlogsinvalid*e een pensioen hadde kunnen verkrijgen. Is hij, echter, overleden, zonder zijne rechten te hebben doen gelden, dan vergoedt het ontwerp zijne nalatigheid of zijne onwetendheid door een fictie; het onderstelt dat hij op den dag van zijn afsterven een aanvraag heeft ingediend.

Rekening gehouden met de beschikkingen, die het recht op invaliditeitspensioen beheerschen, bijzonder voor de aanvragen ingediend onder begunstiging van de toegestane termijnverlengingen, hetzij bij Koninklijk besluit van 13 Mei 1923, hetzij bij de wet van 25 Juli 1927, dan blijkt dadelijk als waarheid dat het enkel en alleen met bovenverklaard beginsel mogelijk is op al de weduwen één algemeen stelsel toe te passen, van aard om onder hen alle door niets te wettigen ongelijke behandeling te vermijden.

Anderzijds, met het 2<sup>o</sup> van het tweede lid van het huidig artikel 13 aan te vullen met de organische beschikking, waarbij aan de weduwen van oorlogsinvaliden met ten minste 60 t. h., een pensioen wordt verleend ten bedrage van een derde der hoofdsom van 't pensioen van den echtgenoot, wanneer deze laatste niet aan de gevolgen van zijne invaliditeit is overleden, schijnt de wetgever van het voordeel van die bijzondere beschikking, te hebben uitgesloten de weduwen getrouwd vóór de oorzakelijke kwetsuur of ziekte van de invaliditeit (1<sup>e</sup> lid van artikel 13) wat ontegensprekelijk onverklaarbaar zou zijn. Om desaangaande allen mogelijken twijfel weg te ruimen, werd die beschikking overgenomen en aangevuld, om § III van het nieuw artikel 13 te worden.

Wat § IV van dit laatste betreft, die is doodeenvoudig het laatste lid van 't huidig artikel 13.

\*  
\*  
\*

De voor den laatsten volzin van artikel 36 voorgestelde nieuwe tekst is het gevolg van de bijbeschikking voorzien onder § I van artikel 13, en hierboven gerechtvaardigd.

\*  
\*  
\*

Het 2<sup>e</sup> lid van het 3<sup>e</sup> van artikel 67 der samengeordende wetten heeft betrekking op de samenstelling van de beroepsrechtsmacht voor de gedingen betreffende de militairen en gelijkgestelden, die den veldtocht hebben medegemaakt, of hunne rechthebbenden. Op grond van de opgedane ervaring, kan men verzekeren dat, buiten den magistraat voorzitter, de tegenwoordigheid, als leden, van een militairen geneesheer en van twee oorlogsinvaliden, de ééne officier, de andere lager militair, voldoende is om die hoogere rechtsmacht voor een oordeelkundig samengestelde rechtsmacht te houden. Dat deze veel leden telt is van heel geringer belang dan deze laatsten en hunne plaatsvervangers — vooral in de heerschende omstandigheden — in staat te stellen zich zeer bedrijvig, en zelfs uitsluitend, aan hunne gewichtige taak te wijden.

De voorgestelde wijziging zal toelaten dat doel zonder moeite te bereiken.

\* \* \*

Dat zijn de redenen die onderhaving wetsontwerp rechtvaardigen. Het ware wenschelijk het onderwijld door het Parlement onderzocht te zien, want het betreft, in hoofdzaak, nauwkeurig de rechten te bepalen van sommige weduwen van invaliden of van oudstrijders, wier toestand thans, om reden van de leemten of van de dubbelzinnigheid der geldende teksten, niet voor goed kan geregeld worden.

*De Minister van Landsverdediging,*

BROQUEVILLE.

---

(4)



**CHAMBRE**  
des Représentants.

**KAMER**  
der Volksvertegenwoordigers.

Projet de loi apportant des modifications aux articles 13, 36 et 67 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Wetsontwerp ter wijziging van artikelen 13, 36 en 67 der samengeordende wetten op de militaire pensioenen.

**ALBERT,**  
ROI DES BELGES.

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Défense Nationale est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les modifications suivantes sont apportées aux lois coordonnées sur les pensions militaires :

ART. 13. — Le texte de cet article est remplacé par le texte ci-après :

I. A condition que le mariage soit antérieur à la blessure, à l'accident, à l'origine de la maladie ou de son aggravation, la veuve d'un militaire aura droit à une pension viagère :

a) Si son mari a été tué sur le champ de bataille ou est mort par suite de blessure reçue, d'accident éprouvé, de maladie contractée ou aggravée, durant le service et par le fait du service;

b) Si son mari est mort par suite de blessure reçue, d'accident éprouvé, de

**ALBERT,**  
KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Landsverdediging is gelast, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Aan de samengeordende wetten op de militaire pensioenen worden volgende wijzigingen aangebracht :

ART. 13. — De tekst van dit artikel wordt vervangen als volgt :

I. — Op voorwaarde dat het huwelijk werd aangegaan vóór de kwetsuur, het ongeval, het uitbreken of de verergering der ziekte, heeft de weduwe van een militair recht op een levenslang pensioen :

a) Indien haar man op 't slagveld gesneuveld of bezweken is aan de gevolgen van ontvangen kwetsuur, overkomen ongeval, opgedane of verergerde ziekte, onder den dienst of door den dienst zelf;

b) Indien haar man overleden is aan de gevolgen van ontvangen kwetsuur,

maladie contractée, durant le service mais non par le fait du service, pourvu qu'il soit constaté que les causes des blessures ou infirmités sont indépendantes de la volonté du militaire défunt; il en sera de même si ce dernier, ayant participé à la campagne 1914-1918 avant l'armistice, est mort des suites de blessures, infirmités ou maladies pré-existantes, mais qui se sont aggravées durant le service accompli entre le 1<sup>er</sup> août 1914 et le 30 septembre 1919.

La veuve aura à établir :

1<sup>o</sup> La relation qui existe entre le service et la blessure reçue, l'accident éprouvé, l'origine de la maladie ou de son aggravation;

2<sup>o</sup> Qu'il existe un rapport de causalité entre cette blessure, cet accident ou cette maladie, et le décès.

II. Si le mariage n'est pas antérieur à la blessure, ou à l'origine de la maladie ou de son aggravation, mais s'il a été contracté au plus tard cinq ans après la démobilisation de l'armée et s'il a duré un an au moins, la veuve aura droit à une pension viagère :

a) Si elle était l'épouse d'un *invalidé de guerre*, en jouissance d'une pension d'invalidité;

b) Si elle était l'épouse d'un militaire, d'un ancien militaire ou assimilé, ayant participé à la campagne et auquel, à la suite d'une demande qu'il a introduite dans les délais impartis, des droits à une pension d'*invalidé de guerre* ont été ou seront reconnus;

c) Si elle était l'épouse d'un militaire, d'un ancien militaire ou assimilé, ayant participé à la campagne et qui, n'ayant pas fait valoir ses droits à une pension d'invalidité, aurait pu, à la suite d'une demande supposée introduite le jour de

overkomen ongeval, ziekte opgedaan onder den dienst, doch niet door den dienst zelf, onder voorwaarde dat het blijke dat de oorzaken der kwetsuren of lichaamsgebreken onafhankelijk zijn van den wil van den overleden militair; hetzelfde geldt zoo deze laatste, vóór den wapenstilstand, deelgenomen heeft aan den veldtocht 1914-1918, en overleden is aan de gevolgen van vroeger bestaande kwetsuren, lichaamsgebreken of ziekten, doch welke gedurende den tusschen 1<sup>o</sup> Augustus 1914 en 30 September 1919 volbrachten dienst verergerd zijn.

De weduwe moet bewijzen :

1<sup>o</sup> Het verband dat bestaat tusschen den dienst en de ontvangen kwetsuur, het overkomen ongeval, het uitbreken of verergeren der ziekte;

2<sup>o</sup> Dat er tusschen die kwetsuur, dit ongeval of die ziekte en het overlijden een oorzakelijk verband bestaat.

II. — Indien het huwelijk niet dagteekent van vóór de kwetsuur, het uitbreken of de verergering der ziekte, doch mits het uiterlijk vijf jaar na de demobilisatie van het leger werd aangegaan en ten minste één jaar heeft geduurd, heeft de weduwe recht op een levenslang pensioen :

a) Indien zij de echtgenoot was van een *oorlogsinvalidé* met een invaliditeitspensioen;

b) Indien zij de echtgenoot was van eenen militair, een oud-militair of gelijkgestelde, die den veldtocht heeft medegemaakt en wien, ingevolge eene aanvraag welke hij binnen de toegestane termijnen heeft ingediend, rechten op een pensioen van *oorlogsinvalidé* toegekend werden of zullen worden;

c) Indien zij de echtgenoot was van eenen militair, eenen oud-militair of gelijkgestelde, die den veldtocht heeft medegemaakt en, al heeft hij zijne rechten op een invaliditeitspensioen niet doen gelden, een pensioen van *oorlogsinvalidé*

son décès, obtenir une pension d'*invalidé de guerre*.

La veuve aura à établir :

Selon les cas prévus en *a*, *b* ou *c*, soit que son mari était pensionné du chef d'affections ou infirmités contractées ou aggravées du fait de la guerre (art. 7), soit que des droits à être pensionné du même chef, lui ont été ou auraient pu lui être reconnus ;

2<sup>o</sup> Qu'il existe un rapport de causalité entre ces affections ou infirmités, et le décès.

III. Par dérogation aux dispositions qui précèdent, si l'invalidité reconnue au mari s'élève à 60 %, au moins du chef d'affections ou infirmités contractées ou aggravées du fait de la guerre, la veuve a droit à une pension viagère équivalente au tiers du principal de la pension d'invalidité accordée ou susceptible de revenir au défunt, ainsi qu'aux majorations prévues à l'article 37, sans que le rapport de causalité soit requis entre la blessure, la maladie ou l'infirmité et la mort, pour autant que le mariage soit antérieur à l'origine de cette affection ou infirmité, ou de son aggravation, ou, s'il est postérieur qu'il ait duré un an au moins et qu'il ait été contracté au plus tard cinq ans après la démobilisation de l'armée.

IV. Les commissions prévues à l'article 67 peuvent, sur rapport motivé, refuser le bénéfice du présent article aux veuves jugées indignes de l'obtenir

ART. 36. — Remplacer la dernière phrase de cette article par le texte ci-après :

« Toutefois, cette réduction sera de

hadde kunnen verkrijgen, gesteld dat er op den dag van zijn overlijden een aanvraag ware ingediend geweest.

De weduwe moet bewijzen :

1<sup>o</sup> Volgens de onder *a*, *b* of *c* voorziene gevallen, hetzij dat haar echtgenoot een pensioen trok wegens *door den oorlog zelf* (art. 7) opgedane of verergerde kwalen, of lichaamsgebreken, hetzij dat er hem rechten werden verleend of hadden kunnen verleend worden zijn tot het bekomen van zulk een pensioen ;

2<sup>o</sup> Dat er tusschen die kwalen of lichaamsgebreken en het overlijden een oorzakelijk verband bestaat.

III. In afwijking van voorgaande beschikkingen, indien de aan den echtgenoot toegekende invaliditeit ten minste 60 t. h. bedraagt, wegens door den oorlog zelf opgedane of verergerde kwalen of lichaamsgebreken, heeft de weduwe recht op een levenslang pensioen, ten bedrage van één derde der hoofdsom van het invaliditeitspensioen dat den overledene werd toegekend of hadde kunnen toegekend worden, evenals op de bij artikel 37 voorziene verhoogingen, zonder dat er een oorzakelijk verband wordt geëischt tusschen de kwetsuur, de ziekte of het lichaamsgebrek en het overlijden, voor zooveel het huwelijk dagteekent van vóór het ontstaan of de verergering van deze kwaal of dit lichaamsgebrek, ofwel, werd het later aangegaan, dat het ten minste één jaar heeft geduurd en uiterlijk vijf jaar na de demobilisatie van het leger werd aangegaan.

IV. De onder artikel 67 voorziene commissies kunnen, bij gemotiveerd verslag, het voordeel van dit artikel weigeren aan de weduwen die niet waardig worden geacht het te bekomen.

ART. 36. — Den laatsten volzin van dit artikel door volgende tekst te vervangen :

« Deze vermindering bedraagt, echter,

|                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| un cinquième seulement, si les causes des blessures, maladies ou infirmités, ou leur aggravation en cas de préexistence, se placent entre le 1 <sup>er</sup> août 1914 et le 30 septembre 1919. » | maar één vijfde, indien de oorzaken der kwetsuren, ziekten of lichaamsgebreken, of de verergering ervan, in geval zij vroeger bestonden, ontstaan zijn tusschen 1 <sup>a</sup> Augustus 1914 en 30 September 1919. » |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                            |                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ART. 67. — Au 3 <sup>e</sup> , deuxième alinéa, de cette article, supprimer les mots « deux officiers ou fonctionnaires. » | ART. 67. — In het 3 <sup>e</sup> , tweede lid, van dit artikel, de woorden « twee officieren of ambtenaren » weglaten. |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                       |                                                       |
|---------------------------------------|-------------------------------------------------------|
| Donné à Bruxelles, le 4 février 1928. | Gegeven te Brussel, den 4 <sup>n</sup> Februari 1928. |
|---------------------------------------|-------------------------------------------------------|

ALBERT.

|                                                             |                                                                   |
|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| PAR LE ROI :<br><i>Le Ministre de la Défense Nationale,</i> | VAN 'S KONINGS WEGE :<br><i>De Minister van Landsverdediging,</i> |
|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|

Comte DE BROQUEVILLE.

---